

La société sénégalaise, la science et les médias

Mame Aly KONTE

Journaliste
Journal Sud Quotidien
mamealy2000@yahoo.fr

Pendant longtemps, parler de science dans les familles, la société sénégalaise en général et dans les médias, jusque dans les cours des lycées et collèges au Sénégal, relevait de la magie et de l'épreuve. Domaine des savants, des génies, la science comprise comme une discipline à part ne semblait pas encore à la portée de tous. L'homme ordinaire le pensait et en était presque convaincu. Et, pourtant, grâce à la formation dispensée dans les lycées, collèges et les universités, un effort considérable a été fait par les autorités sénégalaises. Depuis l'époque du président Léopold Sedar Senghor jusqu'à l'actuelle équipe au pouvoir, plus de 35 % du budget national a en effet été régulièrement consacré à la formation des élèves, des étudiants et chercheurs sénégalais. Une formation souvent complétée par d'autres instituts et universités du monde, d'où sont également sortis nombre d'experts et de scientifiques sénégalais.

La société sénégalaise face aux défis scientifiques

Mais prise globalement, la science et toutes les questions liées aux technologies modernes, à la technique en général, sont la préoccupation de quelques chercheurs seulement. Car le Sénégal reste encore un pays à dominante littéraire et culturelle. Une société très imbibée de folklore et de politique qui fait avec ses moyens, une société savante en mal de cadres propres à la formation scientifique, un pays qui ne

manque pas de volonté pour se placer sur les chemins du progrès et de la marche du monde mais où le grand problème réside aujourd'hui dans la faiblesse du débat scientifique dans les colonnes des médias. Les seuls véritables cadres du moment sont restés les écoles et les universités.

Et pourtant, depuis plusieurs décennies, l'option des autorités politiques avant et après l'indépendance a été centrée sur l'initiation des sciences grâce aux espaces créés par les écoles secondaires qui ont permis de préparer des milliers de jeunes à la recherche scientifique. Depuis plus de 50 ans et même bien avant, nombre de lycées techniques ont été ouverts dans les villes sénégalaises. À commencer par les lycées Peytavin et Delafosse à Saint-Louis et Dakar qui ont accompagné le XX^e siècle, jusqu'aux autres lycées qui ont suivi les périodes post-indépendance (Cheikh Amadou Bamba à Diourbel et Limamou Laye à Guédiawaye), l'effort s'est poursuivi pour former en nombre de futurs scientifiques et autres spécialistes des anciennes et nouvelles technologies.

Cette tendance a eu pour impact de multiplier le nombre d'étudiants qui pouvaient prétendre, une fois le bac obtenu, aux grandes écoles comme la polytechnique, les instituts universitaires de technologie (IUT), les facultés de sciences et techniques et de médecine. En la matière, le Sénégal a formé une bonne partie de son élite dans ses propres instituts et facultés, même si un grand nombre est aussi issu des grandes écoles françaises, belges, soviétiques, canadiennes et plus récemment, américaines (et ceci, en brisant les barrières linguistiques).

Mais *quid* de la société sénégalaise alors ? On ne peut pas dire que la chose scientifique a tout de suite été sa véritable tasse de thé. Non parce qu'elle manquait en son sein d'espace, d'outils ou de culture scientifique, mais parce qu'elle était restée une société orale. Un univers où les innovations avaient devant elles ses mythes et ses propres peurs. La peur de l'autre, la peur des nouveautés et des mutations. Tous ces obstacles n'étaient pas pour autant des freins insurmontables à un accès plus large à la science d'un nombre important de Sénégalais. D'ailleurs, la principale leçon des efforts consentis par l'État, depuis l'époque coloniale jusqu'à la période qui a suivi les indépendances, aura été de voir la société s'adapter progressivement aux faits et aux débats scientifiques, pour ne pas être en marge des progrès du monde.

Et l'on s'est mis à comprendre aussi que le folklore n'est pas tout. Car si les années 1950-1960 sont restées des périodes d'exploration où le Sénégal a cherché à impulser un processus de développement fondé sur la formation des cadres d'administration, mais aussi des experts qui vont lui permettre de poser les bases de son économie, le débat, qui a agité la société de cette époque où se déroulent également les événements de

mai 68, a dépassé le discours des poètes, pour aller en direction des chemins tortueux de la science.

Dans cette mouvance, l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN), l'Université de Dakar, l'IUT (baptisé un moment École nationale supérieure de technologie et devenu aujourd'hui l'École Polytechnique), ont joué un rôle de premier plan dans l'effort d'accès, de banalisation du fait scientifique. À la tête de l'IFAN, le passage d'universitaires et de chercheurs français assez connus par leurs pairs dans le monde, a aussi contribué, à travers leur rencontre avec d'autres chercheurs sénégalais parfois bien plus jeunes, à faire bouger les choses. Ils ont pour noms, dans le domaine des sciences humaines et sociales, Théodore Monod, Georges Balandier et Cheikh Anta Diop.

C'est dans ce contexte que sortent les premiers travaux de recherche effectués par des Sénégalais de souche, dont le professeur Cheikh Anta Diop qui, avec sa thèse contestée autour de l'ouvrage « *Nations nègres et cultures* », a prouvé que les sociétés africaines pouvaient désormais repenser leur propre histoire comme le soutenait d'ailleurs un autre historien, l'un des plus connus du continent, le professeur Joseph Ki-Zerbo. De la physique nucléaire qu'il enseignait, le professeur vira à l'histoire ancienne et à partir de cette époque, tout changera : ce sera en effet le début d'une longue période révolutionnaire qui va influencer toute une génération de jeunes chercheurs de l'époque parmi lesquels, le professeur Assane Seck, l'un des premiers docteurs d'État en géographie d'Afrique francophone, l'économiste et historien Amady Aly Dieng, l'ancien recteur de l'Université de Dakar, le mathématicien, Souleymane Niang, l'ancien doyen de la Faculté de médecine de Dakar, le professeur Iba Mar Diop, spécialiste éminent de médecine tropicale et tant d'autres Sénégalais encore comme M^e Abdoulaye Wade, mathématicien, économiste, juriste et, pendant un moment, doyen de la Faculté de sciences économiques.

Comme des extraterrestres sortis d'un autre monde, ces spécialistes vont souvent être confrontés à une société qui ne les aura pas toujours compris, à commencer par le professeur Cheikh Anta Diop, assigné à de rares cercles nationaux du fait de la restriction de sa liberté imposée par le président Léopold Sédar Senghor, au prix de leur opposition politique. Comme un discours sorti des nuages, l'homme parlait de chimie, de physique et de principes mathématiques que ne comprenaient jamais ses interlocuteurs, comme les voitures à l'hydrogène, dont il ne cessait au, cours des années 1980, de prôner la fiabilité et l'utilité face aux cours fluctuants du brut, d'une part, et dans la lutte contre la pollution, d'autre part.

Face à leur propre société, ces spécialistes de talent semblaient décalés, incompris par le plus grand monde, non parce que leur discours manquait d'intérêt, mais parce qu'ils ne restaient accessibles qu'à un petit groupe d'initiés. Ils ont mené leur combat pour l'accès à la science à un nombre plus important de Sénégalais. Et c'est sans doute avec plaisir qu'ils savoureront leur première victoire quand, au début des années 1970, les premiers manuels de mathématiques rédigés par des professeurs sénégalais (dont le doyen Souleymane Niang) entrent dans l'enseignement des jeunes lycéens et collégiens de la sixième à la terminale. Autour de nos réalités quotidiennes, la théorie des ensembles entre ainsi dans notre univers d'Africains, pour donner ainsi le ton en prélude des autres batailles dont l'objectif était, d'un côté, la généralisation de la vision scientifique d'une société et, de l'autre, la multiplication du nombre d'élèves dans les filières scientifiques.

Aujourd'hui, des chiffres records ne sont pas encore battus pour cet accès au plus grand nombre d'élèves dans les filières scientifiques que sont les mathématiques, les sciences naturelles, la physique et la chimie, pour parler des sciences pures. En effet, les sections littérature, sciences humaines et sociales avalent encore le plus grand nombre de nos bacheliers dans les universités et instituts. La scolarisation des filles, leur orientation dans les filières scientifiques, pour parler de cet autre défi, s'est faite jusqu'ici assez lentement. Mais le travail se poursuit encore pour réduire progressivement ce déséquilibre entre sections, mais aussi entre filles et garçons. Le gouvernement sénégalais s'y attelle, aidé par les organisations non gouvernementales, mais il reste encore du chemin à faire et de l'argent à investir afin de bâtir d'autres collèges et lycées techniques et mettre sur pied de véritables cadres de dialogue scientifiques et techniques.

De la caricature aux premiers sujets de science, le débat minimal à la radio et à la télévision

Jusqu'à la fin des années 1970, le Sénégal a accordé beaucoup plus de place dans les médias (la télévision entrait à peine dans nos salons) à l'information publique émanant de l'État, à la vie du parti unique (l'Union progressiste sénégalaise) devenu en 1976 parti socialiste, qu'à l'information scientifique et aux domaines de la recherche en général. Longue histoire de mépris, de caricature et de suspicion, les rapports entre la société et les médias, d'une part, et le monde de la science et des chercheurs de l'autre, prendront encore du temps pour s'améliorer et ouvrir de nouvelles perspectives.

Dans une société où l'on prône d'abord les valeurs culturelles fondées sur la culture, la religion et la politique, il a été longtemps difficile de laisser une place à la recherche, à la science. Les grands médias généralistes n'ont pas été prompts à accompagner les propositions d'innovations faites par la recherche et la science. Seule la danse, les faits divers et la politique rythmaient le quotidien du Sénégalais moyen à la télévision comme à la radio.

Et jusqu'au début des années 1980, il n'y a eu que peu de science à la télé ou dans les journaux. Tant qu'il n'y avait pas de catastrophes majeures dans le monde, rien n'attirait le commun des Sénégalais vers la science : ni l'analyse d'un psychologue ou d'un sociologue sur les questions sociales, ni les tendances et mutations de la société sénégalaise. Alors de là à parler de science dans les médias, il y avait un grand boulevard qu'aucun support n'a pensé, pendant longtemps, franchir. Il n'est d'ailleurs pas surprenant que jusqu'au milieu des années 1980, l'émission la plus suivie à la télévision soit restée celle animée par un animateur talentueux, Moïse Ambroise Gomis, intitulée « Génération 80 », une production essentiellement centrée sur les problématiques de la jeunesse et de la musique.

C'est bien longtemps après ce timide mouvement qu'on verra pointer les premiers débats de science et de société à la télévision et, ensuite, dans les autres médias. La décennie 1990-2000, marquée par l'explosion de la presse écrite dans l'univers médiatique sénégalais avec le journal *Sud Hebdo* (qui lance la rubrique « Sud tech ») ainsi que par l'émergence des radios privées qui s'investissent dans le traitement de l'information scientifique de proximité en donnant la parole aux spécialistes, ouvre enfin le grand débat sur certains problèmes liés à l'environnement, aux biotechnologies, etc. La science entre ainsi progressivement dans les mœurs comme un simple fait de société au lieu d'être perçue comme une discipline à part, qui a son langage, que seuls les initiés connaissent. Parce que pour le chercheur, la science est avant tout un effort d'explication, un effort d'investigation ; pour le journaliste, elle devenait un sujet de société, vu sous un angle beaucoup plus terre à terre pour être accessible à un vaste public.

Dans les universités et instituts, une sorte de méfiance s'est installée pendant longtemps entre chercheurs et journalistes. Bloquée sur elle-même, l'université, depuis le rectorat jusque dans les départements, n'a pendant longtemps pas cherché à réserver une place importante à la communication et la diffusion de l'information, même pour les étudiants qui s'inscrivaient en première année de faculté. Et cela en dépit du *boom* médiatique connu par le Sénégal depuis plus de 20 ans. Dans un sens

plus large, on voyait passer de grands colloques, des conférences internationales à l'auditorium Khaly Amar Fall de l'Université Cheikh Anta Diop, sans que ces manifestations ne fassent l'objet de communiqués dans la presse ou d'un traitement médiatique adéquat. Depuis la seconde moitié des années 1990, on peut noter, cependant, que des efforts sont faits en direction des médias, comme dans le cadre des programmes d'échanges entre universités francophones, lesquels mobilisent, de temps à autre, la présidence de la République et le gouvernement. Par ce biais, on offre ainsi au milieu universitaire sénégalais l'occasion de bénéficier d'une couverture médiatique inusitée de la part de l'ensemble de la presse nationale et, partant, de stimuler ici ou là un nouveau cadre d'échanges entre experts scientifiques et professionnels de l'information.

Un mépris longtemps entretenu

Longtemps, la conséquence du manque de collaboration entre universitaires et journalistes sera que de nombreux grands événements scientifiques se seront passés à Dakar sans que personne n'en ait jamais entendu parler au Sénégal. Isolés, l'université et les instituts ont eu du mal à associer la presse et les médias à leurs activités. Jusqu'à la conférence des intellectuels et des hommes de culture d'Afrique et de la diaspora qui a eu lieu à Dakar en 1995, les universitaires et les journalistes se regardaient comme s'ils n'étaient pas du même monde. Et pourtant, à l'époque, dans les journaux, on a noté un certain effort pour aborder des questions scientifiques, un effort pour parler à l'opinion des questions liées à l'environnement, aux biotechnologies, à la santé, aux questions de prévention, d'hygiène et de nutrition entre autres.

L'autre conséquence aura été que des structures de recherche comme l'Orstom – aujourd'hui Institut français pour la recherche et le développement (IRD) – ou encore comme l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA) qui disposaient d'unités de valorisation de la recherche en leur sein, sont restés, jusqu'à nos jours, dans l'anonymat avec leurs travaux. Même si la plupart de ces instituts se sont dotés depuis quelques années de conseillers en communication, pour ne pas dire d'attachés de presse, le problème reste entier. La troisième conséquence est plus anecdotique. Au Sénégal, l'Institut de technologies alimentaires (ITA) est aujourd'hui, en matière de valorisation de produits de la recherche, le plus grand espace qui a influencé nos modes de comportement alimentaire. Marginalisé et sans budget significatif, l'ITA a souffert également de son manque de politique d'information et de communication. Aujourd'hui, son directeur, Amadou Guiro, ancien

professeur à la Faculté de sciences et techniques de l'Université de Dakar, se déploie pour relancer les activités de l'institut et mieux le faire connaître au public. Récemment, l'émission hebdomadaire « *Coup de cœur* » diffusée par la Radio Télévision Sénégalaise (RTS) lui réservait un numéro spécial. Sur le tard, malheureusement, après que des centaines de chercheurs, aient décidé d'exporter leurs brevets ailleurs dans le monde.

Timides avancées, mais avancées quand même

Beaucoup de travail reste ainsi à faire dans ce domaine et au moment où les instituts et laboratoires s'ouvrent, les journalistes et les médias ont aussi le devoir d'aller vers ces nouvelles sources. Histoire d'informer plus largement, mais aussi de proposer d'autres grilles de lecture à un public de plus en plus diversifié, de plus en plus averti. La demande existe, même si la presse reste d'abord préoccupée par ses chiffres de vente, et donc aux titres de « une » qui accrochent. Il faut, par conséquent, aller vers cette frange de lecteurs davantage exigeants pour échapper aux pièges de la politique et des faits divers. L'évolution du monde l'impose.

Aujourd'hui, même s'il y a des améliorations dans les rapports entre la presse et les chercheurs, il est à noter que ce n'est pas avec la création de revues spécialisées, d'émissions scientifiques que se dissiperont les doutes. Le Sénégal, pays où toute l'attention de l'opinion semble orientée vers les rapports entre le pouvoir politique et les partis, n'a pas encore donné sa véritable place au traitement des questions de science. Or la nécessité d'informer le public est là plus présente que jamais.

À côté des instituts et de l'université qui ont fait d'énormes efforts en organisant des conférences de presse sur des questions importantes comme l'évolution de la recherche sur les organismes génétiquement modifiés et la géomatique, entre autres, des initiatives sont prises dans les médias, à la télévision comme dans les journaux, pour rendre plus lisible le débat scientifique. Mais trop souvent, on reste encore dans un registre théorique, faute d'émissions mieux pensées et plus accessibles au public, surtout aux élèves des lycées et collèges, cadres où l'État déploie pourtant beaucoup d'énergie pour susciter des vocations, chez les jeunes garçons, mais surtout chez les filles.

Des efforts sont aussi à faire en matière de formation scientifique dans les instituts de formation des journalistes. Et même si, comme le souligne le professeur Oumar Diagne, directeur du Centre d'étude des sciences et techniques de l'information de Dakar (CESTI), des filières scientifiques sont incorporées dans la formation des étudiants, le monde de la recherche souffre encore de ses rapports distants avec la presse ■

References bibliographiques

- BALANDIER Georges (1994), *Pour en finir avec le XX^e siècle*, Paris, Fayard, 236 p.
- BALANDIER Georges (2003), *Civilisés dit-on*, Paris, PUF, 396 p.
- BUCAILLE Maurice (1999), *La Bible, le Coran et la Science : Les Écritures saintes examinées à la lumière des connaissances modernes*, Édition Pocket Collection Agora, 315 p.
- DIOP Cheikh Anta (1954), *Nations nègres et cultures*, Paris, Présence africaine.
- KI-ZERBO Joseph (1986), *Histoire générale de l'Afrique, L'Afrique, depuis 1935*, Présence africaine, 635 p.
- KI-ZERBO Joseph (1990), *Éduquer ou périr*, Paris, L'Harmattan, 120 p.
- KI-ZERBO Joseph (2003), *À quand l'Afrique ? Entretien avec René Holesstein*, Paris, Édition de l'Aube, Collection Essai, 197 p.